

ECONOMIE

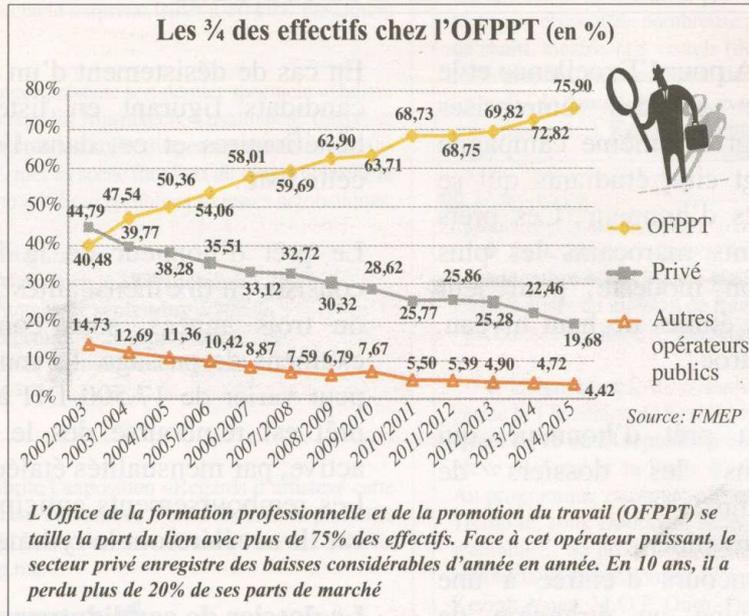
Formation professionnelle privée

Difficile d'exister à côté de l'OFPPT!

- Le secteur tourne à 50% de ses capacités
- L'absence de passerelles avec le public complique les choses
- Près de 1.400 établissements et plus de 80.700 stagiaires

ENVIRON 1.300 écoles privées de formation professionnelle, accueillant plus de 80.700 stagiaires, existent au Maroc. Cette offre est renforcée par des centres de formation par apprentissage relevant d'associations (44) et d'autres rattachés à des entreprises (50). Mais le nombre d'établissements ne cesse de baisser. Sur les trois dernières années, près de 400 ont fermé leurs portes. «Cela représente une perte d'au moins 4.000 emplois», relève Abdesslam Benahra, président de la Fédération marocaine de l'enseignement professionnel privé (FMEP). Et pour cause, depuis quelques années, le secteur s'est retrouvé rudement concurrencé par l'Office de la formation professionnelle et de la promotion du travail (OFPPT). Ce dernier forme aujourd'hui plus des ¾ des stagiaires de l'enseignement professionnel. Le privé, lui, en accueille près de 20%. Avec ces effectifs, les établissements privés tournent à peine à 50% de leurs capacités, selon la Fédération.

«Le privé est capable de former 500.000 jeunes à fort potentiel d'em-



L'Office de la formation professionnelle et de la promotion du travail (OFPPT) se taille la part du lion avec plus de 75% des effectifs. Face à cet opérateur puissant, le secteur privé enregistre des baisses considérables d'année en année. En 10 ans, il a perdu plus de 20% de ses parts de marché

ployabilité à l'horizon 2021, mais pour cela il faut amender la loi 13.00 régissant le statut de la formation professionnelle privée», insiste Benahra. Entre la formation professionnelle et l'enseignement supérieur, il n'existe, pour l'heure, pratiquement aucune passerelle. Mis à part un quota de 5% pour les meilleurs lauréats de l'OFPPT. Ce qui réduit l'attractivité du secteur.

Pour continuer leur parcours, les étudiants du privé n'ont d'autre recours que de s'expatrier à l'étranger. Afin de pallier ce déficit, les opérateurs ont mis en place des partenariats avec des universités et

des écoles privées européennes (franco-phones) et canadiennes, offrant l'opportunité aux lauréats de poursuivre leurs études. «Ce que nous n'avons pas réussi à mettre en œuvre avec les établissements

Fiscalité, l'autre bataille

L'ALLÈGEMENT des charges fiscales auxquelles sont soumis les formateurs fait partie des batailles menées par la FMEP. Etabli actuellement à 17%, la Fédération souhaite réduire l'IR à 10%. «Cela nous permettrait d'augmenter leur revenu. Nous pourrions ainsi attirer plus de professionnels vers ce secteur», explique Benahra. □

leaders dans certains domaines, tels que le paramédical, le service à la personne, ou encore, dans la formation du personnel navigant commercial», avance Benahra. L'IT, le textile, l'artisanat, BTP, l'administration, gestion & commerce sont autant de filières que ces écoles proposent.

A fin 2015, le secteur privé disposait de 11.875 formateurs, dont plus des deux tiers sont des vacataires. Cela offre aux stagiaires la possibilité d'être en contact avec des cadres du monde de l'entreprise. Le taux moyen d'insertion des jeunes est de 70%, selon la FMEP.

A quand l'équivalence des diplômes?

LA formation professionnelle privée permet d'économiser 1 milliard de DH par an sur le budget éducation-formation de l'Etat, selon la FMEP. Le secteur est aussi un créateur d'emplois. Il compte plus de 17.500 salariés, dont 11.875 sont des formateurs. Près de 10.000 stagiaires d'Afrique francophone y poursuivent leurs études. L'absence de l'équivalence des diplômes ne permet pas aux opérateurs d'attirer plus d'étudiants subsahariens. Si les écoles privées de l'enseignement supérieur peuvent aujourd'hui candidater pour obtenir la reconnaissance de l'Etat et l'équivalence des diplômes, ce n'est pas encore le cas pour celles de la formation professionnelle. □

marocains», déplore Abdesslam Benahra. Mais cette voie là n'est empruntée que par une minorité de lauréats disposant des moyens leur permettant d'aller à l'étranger.

Pour se démarquer du public, la plupart des écoles privées proposent des spécialités peu présentes dans le système d'enseignement public. «Nous sommes

La nomination de l'ex-directeur de l'OFPPT, Larbi Bencheikh, à la tête du Secrétariat d'Etat en charge de la Formation professionnelle est un signal fort de l'importance accordée au secteur. Les opérateurs privés, aussi, s'en réjouissent. Cela dit, ils attendent des mesures concrètes. □

Tilila EL GHOUARI